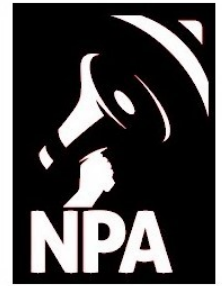




TCL

Lundi 27 février 2023



Pour la construction d'un parti des travailleurs, communiste et révolutionnaire
« *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!* » (Karl Marx)

Le 7, le 8 et le 9, et tant qu'il le faudra

Grève générale pour nos retraites !

La réforme des retraites arrive au Sénat ce mardi. Un sénat qui avait l'habitude, depuis quelques années, de voter chaque automne le principe du recul de deux ans de l'âge de la retraite, mais sans que cela se concrétise jusqu'ici. Autant dire qu'il n'y a rien à en attendre, pas plus que des séances théâtralisées à l'Assemblée nationale. Le mardi qui compte, c'est celui de la semaine prochaine, le 7 mars. Car pour faire reculer ce gouvernement, c'est sur notre mobilisation, celle du monde du travail et de la jeunesse, qu'il faut compter.

Les unes après les autres, les grandes entreprises annoncent leurs profits historiques de 2022 : 2,2 milliards à la SNCF, 17 milliards chez Stellantis et même 36 milliards pour TotalEnergies. Mais il n'y a pas d'argent magique : ces profits record sont le pendant de nos fins de mois difficiles. Ils viennent des prix qui s'envolent pendant que nos salaires restent au sol.

Travailler moins pour vivre plus

Ces richesses, produites par notre travail, pourraient servir à bien des choses utiles, plutôt que s'accumuler dans les caisses des actionnaires. À commencer par augmenter les salaires, comme l'exigent de nombreux travailleurs, à l'image de ceux de Safran Electrical & Power, à Mérignac, en grève depuis trois semaines pour 200 euros d'augmentation. Mais aussi à réduire le temps de travail, pour ne pas y laisser notre santé pendant que quatre millions de personnes restent au chômage. Et également à nous assurer une retraite digne de ce nom, en partant à 60 ans ou après 37,5 années de cotisation.

À l'heure où les grandes fortunes explosent, la retraite à 64 ans est une véritable provocation. Mais ce sont aussi tous les reculs passés qui posent problème, en particulier ces 43 années de cotisation imposées par le gouvernement Hollande, dont Macron avance le calendrier. Une telle durée revient de fait à repousser l'âge de la retraite, ou à amputer les pensions pour ceux qui n'arrivent pas au bout.

« À l'hôpital, vous voulez une infirmière de 64 ans ? »

Après cinq journées massives de mobilisation depuis janvier, la grève du 7 mars s'annonce très suivie. L'opposition à cette réforme est générale dans la population. Macron l'a encore constaté lors de sa déambulation au salon de l'agriculture, interpellé à de multiples reprises par des salariés en colère, dont une infirmière.

Nous pouvons faire reculer Macron

L'intersyndicale appelle à « mettre la France à l'arrêt » le 7 mars. Cela veut dire la grève partout, la plus massive possible, et aussi montrer notre force en manifestant par millions dans les rues. Cela nous convaincra qu'il est possible de continuer le lendemain, comme dans les secteurs où les travailleuses et travailleurs se préparent à une « vraie grève », qui dure. C'est maintenant cela qu'il faut construire, en nous organisant à la base, en faisant des piquets de grève et des assemblées sur les lieux de travail, comme à l'échelle interprofessionnelle.

Beaucoup discutent d'un « blocage du pays », c'est notre grève à toutes et tous qui peut l'imposer. Pas seulement dans les secteurs les plus visibles, ceux qui perturbent les usagers, mais partout : une vraie grève générale, qui attaque les patrons au portefeuille par tous les côtés. Combien ceux-ci sont-ils prêts à perdre de journées de travail, qui leur rapportent bien plus qu'à nous ?

Alors le 7 mars, il faut en être, mais aussi le lendemain, pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, une lutte qui nous concerne toutes... et tous ! Les femmes sont les premières victimes du recul de l'âge de la retraite, elles qui ont déjà les pensions les plus basses. Alors oui, ces luttes sont liées. Et le 9 mars, les organisations de jeunesse appellent à leur tour à la mobilisation. Plusieurs fédérations syndicales appellent déjà à reconduire la grève.

Alors pour le retrait de la réforme Macron et le retour à la retraite à 60 ans, et pour l'augmentation générale des salaires, préparons-nous à faire plier Macron et le patronat par la grève... jusqu'au retrait !

Salaires, retraites, conditions de travail... L'arme des travailleurs, c'est la grève !

À quelques jours de l'ouverture du traditionnel numéro des négociations annuelles obligatoires, les doléances syndicales pour ce nouveau cru commencent à se faire connaître. Sans surprise, une importante augmentation des salaires figure en haut de la liste. Depuis 2 ans, les prix s'envolent. Rattraper ce qui a été perdu, ce serait ni plus ni moins que permettre aux travailleurs du réseau TCL de vivre de leur métier, ce qui est de moins en moins le cas.

Mais sans une mobilisation déterminée, on sait déjà que Keolis ne nous accordera qu'une augmentation très insuffisante. Comme souvent, ils seront ravis de pouvoir vendre ce recul de nos salaires en échange de quelques miettes, des primettes sous conditions ou autres dispositifs défiscalisés que des directions syndicales (parfois surtout attentives aux revendications... de la direction) font figurer sur leur longue liste.

Alors si on ne veut pas être les spectateurs passifs de cette triste comédie, il va falloir montrer que nous sommes prêts à nous battre pour nos intérêts. La grève nationale du 7 mars, appelée par la totalité des organisations syndicales contre le report de l'âge légal de départ en retraite, doit être aussi pour nous l'occasion de nous mobiliser ensemble, pour obtenir autre chose qu'un recul déguisé.

La C3 lâche sa caisse

« À titre expérimental », les conducteurs de la C3 ont pour consigne de ne plus vendre de ticket à bord du bus pendant « au moins » un mois. L'idée serait de regagner à peu de frais de la régularité sur la ligne. Une ligne connue pour être la plus chargée du réseau, et pour avoir les véhicules les moins fiables, mais quand on veut faire l'autruche... Le Sytral, qui souhaite supprimer les tickets actuels, pourrait bien vouloir généraliser cette mesure. On verra.

Pour les conducteurs, dans le meilleur des cas et si c'est pérennisé, cela se traduira à terme par une légère baisse de la charge de travail. Mais à coup sûr, sur la C3, elle ne compensera pas la détérioration des conditions de travail qu'ils s'appêtent à subir du fait de l'entrée dans une longue phase de travaux. Il y a du débrayage dans l'air...

Pour que tous les travailleurs profitent de transports gratuits : Aux patrons de payer !

Après avoir repoussé l'idée en décembre 2022, le président du Sytral Bruno Bernard a finalement accédé à la demande émanant de « l'opposition » de mettre en place un groupe de travail sur la gratuité des TCL. Mais de là à passer aux actes, le moulin à paroles peut tourner longtemps.

Ce serait pourtant urgent et logique. Urgent pour alléger un peu les budgets serrés des travailleurs, d'autant plus dans un contexte d'inflation. Logique parce qu'après tout, sans moyen de transport, personne ne peut se rendre au boulot : pourquoi seraient-ce aux travailleurs de payer pour aller travailler ? Et ce n'est pas nous, travailleurs des TCL qui bénéficions des transports gratuits, notamment dans le cadre de notre métier, pour prendre nos services et faire nos relèves, qui allons dire le contraire !

Mais ce ne sont probablement pas ces arguments qu'ont en tête les politiciens de la métropole, de la majorité comme de l'opposition. Au-delà de leurs petits calculs électoraux, ils voient aussi l'intérêt que pourraient y trouver les patrons du coin. D'abord, ceux-ci n'auraient plus à rembourser la moitié des abonnements de leurs salariés. Ensuite, la gratuité peut très bien se mettre en place sans augmenter leur contribution fiscale actuelle aux transports publics, le "versement mobilité". Et enfin, la gratuité, en faisant baisser les dépenses des travailleurs, leur donnera une justification supplémentaire au fait de ne pas les payer davantage, ce qui peut leur être précieux dans un contexte où les grèves se multiplient pour des augmentations de salaires.

Pour toutes ces raisons, soyons vigilants sur les projets de la métropole. La gratuité, mille fois oui, mais pour la payer, prenons sur les profits des capitalistes !

Top models pour politique imbuvable

Ils sont tellement beaux qu'on aurait presque envie de les toucher... Une vidéo circule mettant en scène les futurs dirigeants du réseau de transports en commun de Lyon si jamais RATP Dev venait à remporter le prochain appel d'offres. Après avoir vanté la qualité de vie et les performances du réseau dans la capitale des Gaules, ils appellent d'éventuels collaborateurs à les rejoindre... Une offre d'emploi en somme. Au détour d'une phrase, ils nous affirment que les enjeux sociaux sont importants

pour garder le personnel motivé : message reçu. La valse des appels d'offres n'y changera rien, c'est la solidarité des travailleurs qu'il faudra opposer aux patrons du transport, quelle que soit leur étiquette.

Millésime 2023-2030

Le groupe Keolis vient de remporter le marché des transports de la métropole de Bordeaux sur la période 2023-2030. C'est un contrat à 2,2 milliards d'euros, de quoi déboucher quelques bouteilles ! Le montant est supérieur de 500 millions au contrat précédent, que Keolis exploitait déjà. Et si quelques investissements nouveaux viennent justifier cette hausse, il y a surtout de belles perspectives de profits pour le groupe. À moins que ne déchantent, à Bordeaux comme ailleurs, les raisins de notre colère !



Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : 69.etincelle@gmail.com